

l'Algérie rendent impossibles la bonne utilisation de l'aide, qui ne sert qu'à perpétuer ces structures vicieuses ». Jean-François Revel rappelle que « depuis l'accord sur le gaz de 1982 (renouvelé en 1989), par lequel la France s'engageait à payer le gaz algérien 20% plus cher que le prix du marché, jusqu'aux multiples prêts à fonds perdus et incessants « refinancements » de la dette, le niveau de vie n'a fait que baisser et la crise politique que s'intensifier ». L'erreur impardonnable de la France est, de l'avis de Jean-François Revel, d'octroyer un crédit supplémentaire à l'Algérie après que le pouvoir eut tiré à la mitrailleuse lourde sur des adolescents dans les rues d'Alger en octobre 1988. « Dès lors le ressentiment de la population nous était acquis. Qu'elle soit égarée par l'islamisme n'excuse en rien notre faute, au contraire. C'est de ce danger que nous devons tenir compte, afin d'empêcher que la solution de rechange au FLN ne devienne pas aussi antidémocratique que le FLN même », tranche-t-il. Pour Jean-François Revel, la suppression du deuxième tour des élections de décembre 1991 est un coup d'état que la France a soutenu. « Cette accumulation d'abus et de bévues réunissait les conditions typiques d'où sort habituellement le terrorisme. Et un terrorisme qui ne pouvait que viser aussi la France ». Jean-François Revel pense que la France est donc complice des « fauteurs algériens de la catastrophe ». Pour conclure, il estime que pour la France, il n'y a « presque plus de bonne politique possible. Ou, s'il y en a une, elle ne peut naître que d'une répudiation sans pitié de celle qui a échoué ». La répudiation dont parle Jean-François Revel n'a pas encore eu lieu et la France s'est considérablement rapproché du régime algérien depuis l'arrivée à la tête de l'État de Abdelaziz Bouteflika. La France continue ainsi une politique qui ne rapporte des dividendes que pour les lobbies politico-financiers en France et en Algérie.

La « refondation » des rapports entre l'Algérie et la France, capable d'aboutir à des rapports sereins et bénéfiques aux deux peuples, peut attendre.

Un pays riche de promesses

Secrétaire d'État adjoint des États-Unis, ambassadeur en Algérie (de 1994 à 1997), Ronald Neumann estime qu'il n'y a pas de remède miracle. Pour lui, la violence en Algérie est la conséquence de facteurs politiques, économiques et de sécurité d'une grande complexité. « Chacun de ces facteurs devra être pris en considération pour que la paix

revienne dans le pays. S'il est vrai que les éléments du problème sont complexes, les grandes lignes des actions à entreprendre ne le sont pas. La solution à long terme doit allier les réformes politiques et économiques. En conséquence, notre politique en Algérie s'inscrit comme il convient dans la durée et encourage la croissance des institutions démocratiques et la libéralisation de l'économie », affirme Ronald Neumann dans un point de vue que publie le quotidien *El Watan* (du 14 février 1998). Mais cautionnant les principales options du général Liamine Zeroual, réputé distant du concurrent français, les Américains fermeront les yeux sur de nombreux dérapages commis par les autorités algériennes et n'allant pas dans le sens de la démocratisation réelle du pays. Il est vrai qu'entre deux déclarations officielles un peu critiquées envers le régime d'Alger, la présence américaine dans le secteur pétrolier algérien a encore pris de l'ampleur. Ronald Neumann reconnaît que son pays a appuyé le rééchelonnement de la dette algérienne. Parlant du bilan économique de l'Algérie, il fait remarquer que « face à une énorme dette extérieure, le gouvernement a mis en œuvre un programme financé par le Fond monétaire international, mesure que nous avons fortement appuyée. Nous avons également appuyé ensuite un généreux rééchelonnement de la dette publique, y compris la dette envers les États-Unis, ainsi qu'un solide programme de la Banque mondiale ». Pour le secrétaire d'État américain, c'est au gouvernement et au peuple algériens de relever le défi et d'atteindre leurs propres objectifs. « L'Algérie est un pays riche de promesses en proie à une longue crise », constate Ronald Neumann. Dans leur discours officiel, les Américains disent leur désir d'orienter l'Algérie dans le sens d'une plus grande ouverture politique, du respect des Droits de l'Homme, de la marginalisation des extrémistes, de l'élimination du terrorisme et de la violence politique et des réformes de marché.

Une histoire de réseaux

En situation de quasi-cessation de paiement en 1994, l'Algérie s'en sort grâce à un contrat de stand-by d'un an avec le FMI suivi en 1995 d'un contrat de facilité de paiement de trois ans. Le pays signe également en 1994 et en 1995 deux accords de rééchelonnement avec le Club de Paris et deux autres avec le Club de Londres, ce qui lui vaut un différé de remboursement de plus de 16 milliards de dollars. On va même jusqu'à affirmer que la sollicitude inté-

ressée du FMI et de son ancien directeur général, le Français né en Algérie, Michel Camdessus, aurait rapporté à l'Algérie un total de 30 milliards de dollars. C'est ainsi la puissante influence française qui sauve l'Algérie de la faillite financière. La France est le premier fournisseur de l'Algérie et représente entre 22 et 25% de ses importations. On comprend donc son intérêt à sauver le régime d'Alger lorsque celui-ci, acculé également par une contestation armée, était sur le point de tomber en 1993-94. Mais qui, en France, bénéficie réellement des faveurs du marché algérien ? Pour Baudois Loos, de l'Institut européen de l'Université de Genève, « l'histoire des rapports franco-algériens, c'est d'abord une histoire de réseaux. De complicité de réseaux, de complémentarité de réseaux. Tous réseaux qui bénéficieraient du fait que la France est l'un des rares pays européens à autoriser le versement de commissions par ses entreprises dans les transactions commerciales internationales. » Dans son essai *La seconde guerre d'Algérie*⁽²⁾, Lucile Provost abonde dans le même sens. « C'est en premier lieu par rapport à la France, aux firmes françaises, aux intermédiaires qui travaillent avec elles, que le pouvoir algérien organise la mise sous contrôle de l'économie. C'est le plus naturel.

Les entreprises françaises sont sur place, les hommes se connaissent. Ce sont donc de véritables réseaux d'influence politico-économiques qui se sont mis en place avec l'ancienne métropole et existent encore aujourd'hui. Les Français ont d'ailleurs bénéficié, comme les Algériens, des retombées de cette économie de dépendance. Les contrats sur l'Algérie étaient réputés particulièrement rentables, la surfacturation étant couramment de l'ordre de 30 à 40%. Les liens entre affaires et politique ne se sont jamais démentis, que ce soit à droite ou à gauche », écrit-elle.

La bataille du renseignement

Excellent arabisant, l'ancien attaché de presse de l'ambassade de France à Alger, Jean-François Guillaume reconnaît que les services de renseignement américains en Algérie sont plus performants que ceux de son pays. Pourtant vu les liens historiques entre l'Algérie et la France, il est plus logique de s'attendre au contraire. Depuis l'apparition du phénomène islamiste, les Américains ont misé sur un rapprochement conséquent avec les animateurs de cette tendance lourde de la société algérienne. Les Américains ont fait

